

Texte extrait de « MDGs: The 2005 Agenda – An Introduction to the ODI-APGOOD Meeting Series », ODI, février 2005.

**En 2005 s'enchaîne une série d'événements importants en matière de politique d'aide au développement. Cet agenda chargé culmine en septembre avec l'Assemblée générale des Nations unies qui évalue les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.**

# Une année capitale

\*ODI – 111 Westminster Bridge Road – London SE1 7JD  
Grande-Bretagne  
k.bird@odi.org.uk  
n.kyegombe@odi.org.uk

**KATE BIRD ET NAMBUSI KYEGOMBE**

OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE\*

**L**es objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) visent à concentrer l'attention de tous (gouvernements, ONG, etc.) sur les problèmes du développement et de la réduction de la pauvreté.

Le rapport 1996 du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Shaping the 21st Century*<sup>1</sup>, avait défini une série d'objectifs internationaux pour le développement. Ils ont été repris sous le nom d'OMD dans la Déclaration du Millénaire<sup>2</sup> des Nations unies, signée par 189 Etats en septembre 2000.

Les OMD rappellent également le rôle central que doit jouer la communauté internationale du développement. L'objectif n° 8, « mettre en place un partenariat mondial pour le développement », insiste sur les relations réciproques entre pays développés et en développement. D'un côté, il enjoint les pays en développement (PED) à mettre en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté et à renforcer les niveaux de gouvernance nationale et locale. De l'autre, il rappelle la responsabilité des pays industrialisés dans le pro-

cessus de développement des PED : augmentation de l'aide, réduction des barrières commerciales et réduction de la dette.

## L'agenda 2005

Un certain nombre d'événements en 2005 porte sur des thématiques importantes pour la réalisation des OMD.

Le Projet du Millénaire a été lancé par le secrétaire général des Nations unies en 2002. Il aboutira en septembre 2005 à l'occasion de l'Assemblée générale spéciale des Nations unies chargée d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des OMD depuis la Déclaration du Millénaire en 2000.

Au début de ce projet, dix groupes de recherche ont été constitués sous la direction du professeur Jeffrey Sachs. Ces groupes ont étudié une série de thèmes liés à la pauvreté (faim, éducation, sida, paludisme, santé infantile et maternelle, accès aux médicaments, eau, commerce, science, technologies, etc.) et produit un certain nombre d'études. Elles ont alimenté ce qu'on appelle le « rapport Sachs »<sup>3</sup>, publié en janvier 2005, qui plaide en faveur d'une augmentation

## ODI

L'Overseas Development Institute est le premier centre indépendant d'étude et de recherche du Royaume-Uni sur les questions de développement international et les problèmes humanitaires. Leur site Internet est une mine d'analyse des tendances de fond et de l'actualité internationale.  
www.odi.org.uk

massive des flux d'aide au développement, complétée notamment par des mesures commerciales afin d'atteindre les OMD d'ici à 2015 > lire p. 22. Il propose également une série de dix recommandations parmi lesquelles la mise en œuvre d'initiatives de court terme qui pourraient conduire « à des résultats probants dans un délai de trois ans ou moins » : distribuer gratuitement des moustiquaires dans les régions infestées par le paludisme, étendre les programmes de nourriture gratuite à l'école, approfondir l'effort de réduction de la dette, etc. > lire p. 8.

Etablie en février 2004, la Commission pour l'Afrique vise à « poser un nouveau regard sur le passé et le présent de l'Afrique et le rôle de la communauté internationale afin de s'entendre sur des recommandations claires concernant le futur de l'Afrique ». Les conclusions des différentes consultations et réunions ont été publiées dans un rapport<sup>4</sup> en avril 2005 et serviront de contribution au gouvernement anglais qui, pour sa présidence de l'Union européenne et du G8, entend placer le développement de l'Afrique au rang de priorité. Ce rapport devrait également nourrir la synthèse des Nations unies sur l'état d'avancement dans la réalisation des OMD. Une contribution particulièrement importante car on sait que l'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne,

n'atteindra pas ces objectifs en 2015 si aucune mesure d'urgence n'est prise dès à présent.

A l'heure actuelle, il n'existe aucune définition universellement acceptée de ce que sont les Etats fragiles ni de liste des pays qui entrent dans cette catégorie > lire p. 54. Pour autant, les pays donateurs reconnaissent de plus en plus la nécessité de travailler avec les Etats fragiles (notamment les pays qui n'ont pas la volonté ou la capacité de fournir les services sociaux de base aux populations les plus pauvres). Ainsi, en janvier 2005, s'est tenu un Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide dans les Etats fragiles organisé par l'OCDE, la Commission européenne, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et la Banque mondiale. L'objectif de ce forum était de tenter d'élaborer un consensus sur la manière dont les donateurs devraient s'engager dans les Etats fragiles<sup>5</sup>.

**NOTES**

- 1) Rapport disponible à l'adresse : [www.oecd.org/dataoecd/23/35/2508761.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/23/35/2508761.pdf)
- 2) Déclaration disponible sur le site : [www.un.org/french/millenaire/sg/report](http://www.un.org/french/millenaire/sg/report)
- 3) Le rapport *Investir dans le développement* est disponible sur le site : [www.millenniumproject.org](http://www.millenniumproject.org)
- 4) Le rapport *Notre intérêt commun* est disponible sur le site : [www.commissionforafrica.org](http://www.commissionforafrica.org)
- 5) Voir le site de l'OCDE, rubrique *Efficacité de l'aide dans les Etats fragiles* : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

## Aux origines des OMD

En 1995, les Etats membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont recensé les initiatives passées afin d'élaborer de nouvelles politiques d'aide pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Ce travail a abouti au rapport *Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Cooperation*, publié en 1996.

Mettant l'accent sur une approche partenariale, ce rapport dessine un cadre stratégique visant à réaliser sept objectifs, préalablement définis dans des conférences spécialisées des Nations unies. Par la suite, une série de réunions de groupes d'experts, sponsorisées conjointement par l'OCDE, les Nations unies et la Banque mondiale,

avec la participation d'ONG, ont contribué à quantifier des cibles pour chacun des objectifs et ont identifié une série de 21 indicateurs pour mesurer les progrès réalisés. Cet effort collectif a culminé avec la publication du rapport *A Better World for All: Progress Toward the International Development Goals* en juin 2000.

L'Assemblée générale des Nations unies a repris ces objectifs internationaux pour le développement dans sa Déclaration du Millénaire de septembre 2000 et a ajouté de nouvelles cibles comme réduire la faim, augmenter l'accès à l'eau potable, améliorer la vie des habitants des bidonvilles ou encore

combattre le VIH, le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies. Ces objectifs du Millénaire pour le développement contiennent donc les sept objectifs sociaux et environnementaux prédéfinis, plus un nouvel objectif (« mettre en place un partenariat mondial pour le développement »). Les autres objectifs et résolutions, pris lors d'anciens sommets des Nations unies, restent toujours effectifs, même s'ils ne sont pas inclus dans la Déclaration du Millénaire.

**S. Devarajan, M. J. Miller, E. V. Swanson**

Tiré de *Goals for Development—History, Prospects, and Costs*, World Bank Policy Research Working Paper n° 2819, 2002.

Enfin, autre initiative d'envergure menée en 2005 autour des OMD : la campagne Make Poverty History<sup>6</sup>. Dirigée par un collectif d'ONG anglaises, cette campagne regroupe des célébrités internationales, des instituts de recherche, des syndicats, des groupes religieux et le grand public pour mobiliser tous ceux « qui sont unis dans la croyance commune que 2005 offre une opportunité sans précédents pour un changement global ». Cette campagne vise à instaurer une prise de conscience et à faire du lobbying auprès des gouvernements des pays riches, des organisations donatrices et des gouvernements des PED pour qu'un changement s'opère sur les questions de pauvreté. Elle s'appuie sur des processus en cours dans le domaine du développement (relayant les OMD et la proposition britannique de Facilité de financement internationale<sup>7</sup>) et compte se nourrir de l'imagination d'une génération réputée pour être à la fois déconnectée du politique et très sensible au mouvement anti-mondialisation. Cette campagne fait partie d'un mouvement plus vaste, l'Action mondiale contre la pauvreté<sup>8</sup>.

### Financer les OMD

La communauté internationale dispose de ressources suffisantes pour financer les OMD. Il s'agit maintenant de savoir s'il existe un réel

engagement et une motivation à le faire. Le consensus obtenu en 2002 à la Conférence de Monterrey sur le financement du développement reflétait cet engagement. La question essentielle devient alors : comment atteindre les OMD ? Elle soulève les trois principales dimensions du financement du développement : estimer le coût de la réalisation des OMD, mobiliser les ressources nécessaires et évaluer l'efficacité de l'aide et les capacités d'absorption des pays récipiendaires » lire p. 32.

L'estimation du coût des OMD varie selon les hypothèses et les scénarios envisagés. La première tentative pour chiffrer ces coûts a été réalisée en 2001 dans une étude, « Panel de haut niveau sur le financement du développement »<sup>9</sup>,

6) Voir le site : [www.makepovertyhistory.org](http://www.makepovertyhistory.org)

7) Du fait de l'insuffisance des ressources d'aide aux PED, les Britanniques ont proposé la création d'une Facilité de financement internationale (International Financing Facility). Celle-ci vise à mobiliser immédiatement les fonds additionnels nécessaires à l'achèvement des OMD et à sécuriser les engagements d'aide publique au développement pris en 2002 à la

conférence de Monterrey. L'institution reposerait sur un mécanisme visant à assurer la prévisibilité et la stabilité des flux financiers d'aide : la FFI emprunte sur les marchés financiers internationaux des ressources qui seront remboursées grâce aux engagements financiers, à long terme, des bailleurs.

8) Voir le site : [www.whiteband.org](http://www.whiteband.org)

9) Voir le site : [www.un.org/esa/ffd](http://www.un.org/esa/ffd)

## Les dix commandements du rapport Sachs

❶ Les gouvernements des PED devraient se doter de stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD, au plus tard en 2006.

❷ Ces stratégies devraient poser le principe d'une forte augmentation des investissements publics, de la création de capacités, de la mobilisation de ressources intérieures et de l'APD.

❸ Ces stratégies devraient être transparentes et inclusives (collaboration avec la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux).

❹ Les donateurs devraient sélectionner une dizaine de pays à réa-

lisation accélérée des OMD, en raison de la qualité de leur gestion publique et de leur capacité d'absorption de l'aide.

❺ Lancer en 2005 une série de mesures produisant des gains rapides (distribution gratuite massive de moustiquaires antipaludiques, supprimer les frais de scolarité et assurer la gratuité des soins de santé essentiels, etc.).

❻ Adapter les stratégies nationales des PED aux initiatives régionales.

❼ Porter l'APD des pays riches de 0,25 % de leur PNB en 2003 à 0,54 % en 2015 pour faciliter la réalisation des OMD. L'allège-

ment de la dette devrait être étendu et généreux.

❽ Les pays riches devraient ouvrir leurs marchés aux exportations des PED selon les modalités du cycle de négociations commerciales de Doha (OMC).

❾ Mobiliser une aide à la recherche-développement scientifique à l'échelle mondiale pour les pauvres (santé, agriculture, environnement, énergie, climat).

❿ Renforcer la coordination entre les organismes, fonds et programmes des Nations unies pour appuyer les OMD.

Source : *Investir dans le développement*. [www.unmillenniumproject.org](http://www.unmillenniumproject.org)

conduite par Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique. Cette étude estimait un besoin de 68 milliards de dollars de ressources supplémentaires, soit à peu près un doublement du montant actuel de l'aide publique au développement (APD). Par la suite, nombre d'études ont tenté de chiffrer le coût pour atteindre les OMD, par région, par pays ou par objectif. L'estimation la plus récente, sur laquelle s'appuieront la plupart des débats en 2005, est celle du Projet du Millénaire des Nations unies. Dans son rapport, Jeffrey Sachs évalue le montant d'APD supplémen-

taire nécessaire pour atteindre les OMD sur la base d'études de cas menées dans cinq pays. Le résultat suggère que « dans un pays type à faible revenu, avec un revenu moyen par tête de 300 dollars en 2005, les financements externes ou les interventions publiques devront représenter de 10 à 20 % du PNB ». On estime ainsi les besoins d'APD à 135 milliards de dollars en 2006, jusqu'à 195 milliards en 2015, soit 0,54 % du PNB des pays du CAD.

Souvent, les propositions faites pour financer les OMD ont été limitées à la question de la mobilisation de ressources supplémentaires pour



En septembre 2005, l'Assemblée générale des Nations unies est chargée d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

A. B. Atkinson, « New Sources of Development Finance: Funding the Millenium Development Goals. » WIDER Policy Brief n° 10, United Nations University, 2004.

P. De Renzio, « Can More Aid be Spent in Africa? » ODI Opinions Piece, n° 30, 2005.

DFID, *Why We Need to Work More Effectively With Fragile States*. Department for International Development, 2005.

atteindre ces objectifs. Différentes pistes ont été entrevues : l'annulation de la dette ; l'arrêt ou la diminution des subventions perverses des pays industrialisés, par exemple celles de la politique agricole commune ; la taxation internationale pour la réduction de la pauvreté sur les billets d'avion, les opérations de change, le commerce mondial des armes, le carburant, etc. >lire p. 46

### Cinq questions clés

L'année 2005 pourrait constituer un tournant à partir duquel la pauvreté serait éradiquée grâce à l'augmentation de l'aide, à l'instauration de règles commerciales équitables et à l'allègement de la dette. Pour autant, on craint que les OMD ne soient pas atteints si les bonnes résolutions de cette année ne sont pas maintenues. Le Projet du Millénaire des Nations unies est confiant dans le fait que les OMD peuvent être atteints en 2015, y compris dans les pays les plus pauvres, à la condition qu'un grand pas soit accompli en 2005. Reste toutefois cinq questions clés concernant la possibilité d'atteindre ces OMD.

① Il y a lieu de se demander si le paradigme qui sous-tend les OMD est suffisamment solide. Il reconnaît que plusieurs pays parmi les moins avancés font face à une pauvreté telle qu'ils ne peuvent pas saisir les opportunités de développement. Des investissements sont donc jugés nécessaires pour échapper à ces « pièges de pauvreté » : investir dans les OMD devient alors un moyen de dynamiser la croissance économique pour réduire la pauvreté. Cette logique est-elle bonne ? Quels sont les obstacles qui pourraient rendre ce modèle inopérant ?

**Il y a lieu de se demander si le paradigme qui sous-tend les OMD est suffisamment solide**

② Il convient de s'intéresser aux « secteurs orphelins », à savoir ceux qui ne sont pas représentés dans les OMD. La santé reproductive en est un exemple. Compte tenu des efforts menés pour atteindre les OMD décrits dans la Déclaration du Millénaire en 2000, comment les « secteurs orphelins » peuvent-ils parvenir à attirer les ressources, l'attention et l'engagement des gouvernements, des donateurs et du grand public en général ?

③ La difficulté à atteindre les OMD dans les Etats défaits ou défaillants remet en cause la pertinence des OMD dans ces pays. Dans les environnements difficiles, les mécanismes classiques de l'aide et du développement ont eu tendance à ne pas être applicable. Comment les OMD pourraient-ils alors être atteints ? Le besoin de mécanismes innovants et appropriés est admis, mais quelle est la probabilité de leur succès dans un laps de temps raisonnable ?

④ Que 2005 devienne une année décisive pour la réalisation des OMD dépend largement de ce que seront la mobilisation et la volonté politique des gouvernements, des organismes d'aide mais aussi du grand public. Comment peut-on bâtir une véritable campagne pour la réduction de la pauvreté et comment peut-elle être rapidement traduite en engagements politiques significatifs ?

⑤ Enfin, il est largement acquis que les OMD ne seront pas atteints en l'absence de ressources supplémentaires. Pour autant, tout le monde n'accepte pas l'idée que l'augmentation rapide de l'aide est souhaitable compte tenu des obstacles que représentent la capacité d'absorption de cette aide et la stabilité macro-économique des pays bénéficiaires. Ces questions, qui peuvent être surmontées, devront être sérieusement abordées en 2005 pour en faire une année clé du développement et de la réduction de la pauvreté. ●